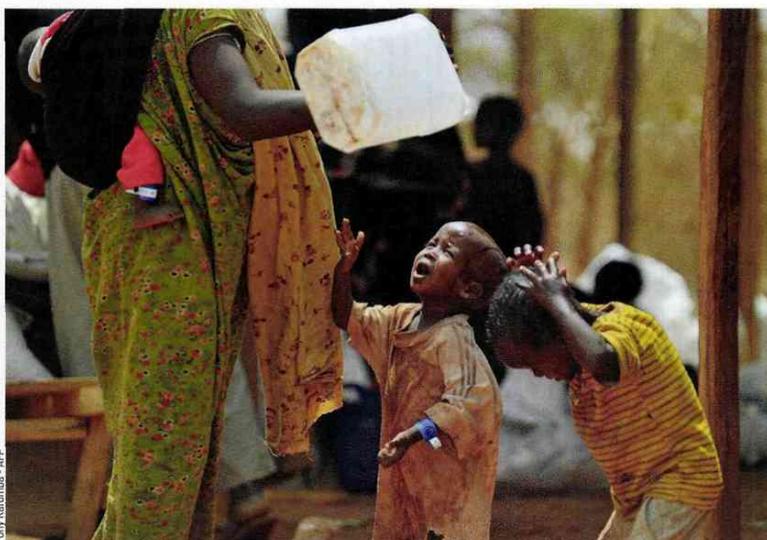




# POURQUOI LA FAMINE REVIENT-ELLE ?

**ALIMENTATION** La famine dans la Corne de l'Afrique relance l'inquiétude sur la capacité de la planète à nourrir demain 9 milliards d'humains.



**Nouveaux réfugiés à Dadaab (Kenya).** Poussés par la sécheresse, la famine et la guerre civile, les Somaliens affluent dans le plus grand camp de réfugiés du monde.

## UNE CATASTROPHE PRÉVISIBLE

Les alertes lancées depuis presque un an par les ONG et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) n'ont pas permis d'éviter une crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique : début août, le nombre de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire d'urgence à Djibouti, en Ethiopie, au Kenya, en Somalie et en Ouganda a atteint 12,4 millions, deux fois plus que début 2011. La situation est particulièrement grave dans le sud de la Somalie, où l'état de famine a été déclaré par les Nations unies dans cinq régions. Selon les critères de l'IPC (\*) utilisé par l'ONU, il y a famine quand plus de 30 % de la population souffrent de malnutrition aiguë et que le taux de mortalité dépasse les deux décès par jour pour 10 000 habitants.



**IPC** : le « cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire » est le principal outil de mesure de la faim.  
**Pastoralisme** : mode d'exploitation agricole fondé sur l'élevage extensif et la transhumance.

L'élément déclencheur de cette catastrophe a été la sécheresse qui frappe ces pays depuis des mois. La Corne de l'Afrique est abonnée aux épisodes de sécheresse – elle en a connu 42 depuis 1980 –, mais celui-ci est le pire depuis soixante ans, selon la FAO. Deux saisons consécutives de précipitations très en dessous de la normale ont provoqué la chute des rendements agricoles et la réduction des pâturages, ainsi qu'une mortalité importante parmi les animaux d'élevage. Avec des conséquences dramatiques car l'agriculture et le pastoralisme (\*) sont encore la base de l'alimentation et la première source de revenus de 80 % de la population de la Corne. En Somalie, une des régions les plus touchées par la sécheresse et la famine est le Bas Shabelle, sa plus grande région productrice de maïs.

La baisse des récoltes a catapulté les prix des denrées alimentaires vers les sommets : en Somalie, les prix du sorgho et du maïs, aliments de base de la population, ont bondi respectivement de 150 % et 200 % entre juillet 2010 et juillet 2011. D'autres facteurs expliquent aussi la hausse des prix : les coûts de transport liés à l'envolée du prix du pétrole, les difficultés d'approvisionnement dans les zones de conflit (comme en Somalie) ou encore le niveau élevé des prix sur les marchés agricoles mondiaux (comme pour l'Erythrée, contrainte d'importer massivement des céréales).

Outre les pertes humaines, l'épisode de sécheresse actuel provoque des déplacements massifs de populations. Environ 100 000 Somaliens désespérés ont afflué ces derniers mois à Mogadiscio, la capitale ravagée par la guerre, venant s'ajouter à plus de 370 000 déplacés, selon le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). La crise déborde aussi sur les pays voisins qu'elle déstabilise : durant les six premiers mois de 2011, 54 000 Somaliens ont fui vers l'Ethiopie et 83 000 vers le Kenya, où 400 000 d'entre eux s'entassaient déjà dans le plus grand camp du monde à Dadaab.

## LE CLIMAT N'EST PAS SEUL EN CAUSE

La sécheresse est cependant loin d'être seule en cause. En particulier, la famine en Somalie a prospéré sur la guerre civile qui secoue le pays depuis vingt ans. Depuis la chute du dictateur Siyad Barré en 1991, le pays n'a en effet plus de gouvernement central : il est la proie des seigneurs de guerre. Les *shebab* – des insurgés islamistes radicaux en guerre contre le gouvernement de transition du président Sharif Cheikh Ahmed, soutenu par la communauté internationale – contrôlent la majeure partie du sud et du centre du pays.

L'anarchie qui en est la conséquence désorganise la production agricole. En 2010, malgré de bonnes précipitations printanières, les récoltes de céréales



dans le Bas Shabelle n'avaient ainsi permis de satisfaire que 40 % des besoins du pays, autrefois auto-suffisant. La situation est aggravée par l'interdiction faite depuis deux ans par les *shebab* aux organisations humanitaires d'accéder aux régions qu'ils contrôlent, afin de mettre en place à leur profit la distribution de l'aide internationale.

Au-delà du cas somalien, les pays de la Corne de l'Afrique pâtissent de trois décennies de sous-investissement dans l'agriculture. Pire, les politiques agricoles suivies par leurs gouvernements ont plutôt accru l'insécurité alimentaire. Au Kenya, en Ethiopie, en Ouganda ou au Sud Soudan, l'heure est au développement, sous la houlette de l'Etat ou, de plus en plus, d'intérêts étrangers, des grandes exploitations agricoles tournées vers l'exportation. En Ethiopie, au moins 3,6 millions d'hectares seraient ainsi passés aux mains d'investisseurs étrangers depuis 2008, selon le Oakland Institute (1). Ces cessions massives menées par les gouvernements africains au nom de la modernisation de l'agriculture aboutissent à l'expulsion des populations agropastorales, repoussées vers des zones plus arides. La crise actuelle ne remet pas en cause ces projets : en juillet dernier, l'ONG Survival International dénonçait encore la cession par le gouvernement éthiopien de plus de 250 000 hectares situés dans la vallée de l'Omo - une des rares régions fertiles - à des compagnies malaisiennes, italiennes et coréennes, pour y cultiver la canne à sucre et les palmiers à huile afin de produire des agrocarburants pour les pays développés.

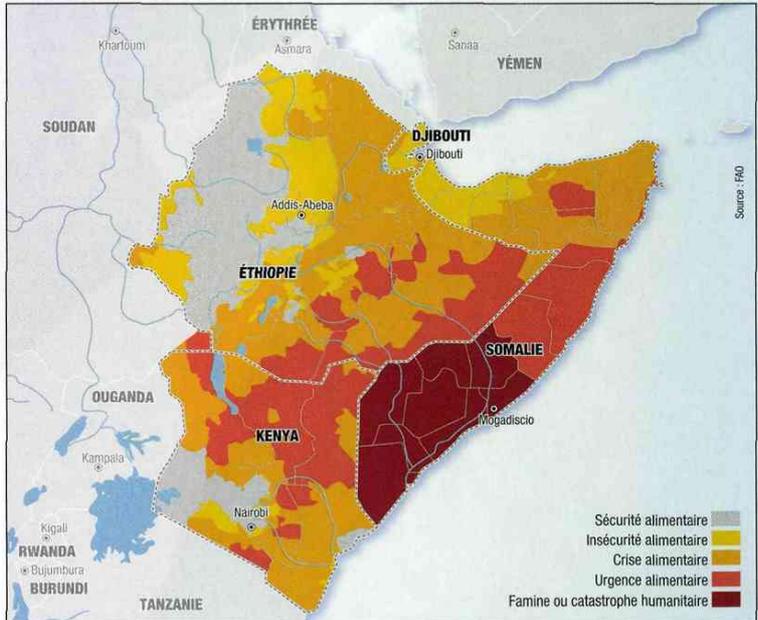
## QUELLES SOLUTIONS ?

**Le retour de la famine dans la Corne de l'Afrique renforce les inquiétudes sur la capacité à nourrir une population mondiale qui devrait compter 9 milliards d'individus en 2050 dans un contexte de changement climatique accéléré. Il pose la question de l'adaptation à ce changement climatique des pays les plus menacés, et partant du financement de ces actions d'adaptation.**

La mise au point de variétés résistantes à la sécheresse fait partie des pistes les plus souvent avancées. Mais dans le cas de la Corne de l'Afrique, la meilleure réponse reste sans doute la restauration du pastoralisme mis à mal par les conflits et la privatisation des terres. Cette forme d'agriculture, qui s'est développée en réponse à l'extrême incertitude climatique, reste la plus productive et la plus soutenable d'un point de vue environnemental dans ces zones arides. Au-delà de l'aide alimentaire d'urgence, les actions à mener concernent donc plutôt la levée des entraves au déplacement de ces populations et de leurs troupeaux, la protection des zones de pâturage communautaires utilisées pendant les périodes de sécheresse, qui ont progressivement été accaparées par des propriétaires uniques, ou

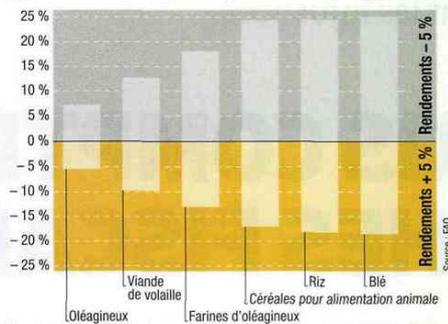
## ALERTE ROUGE POUR LA CORNE DE L'AFRIQUE

Cartographie de la crise alimentaire établie le 19 juillet pour la période juillet-septembre 2011



## SÉCHERESSE : UN IMPACT CONSIDÉRABLE

Impact d'une augmentation ou d'une baisse de 5 % des rendements agricoles sur les prix agricoles mondiaux (prévision moyenne pour la période 2011-2020), en %



**Lecture :** une baisse des rendements agricoles de 5 % entraîne une hausse du prix du blé de 25 %.

Nombre de décès liés aux sécheresses

	Année	Nombre de décès
Inde	1900	1 250 000
Chine	1920	500 000
URSS	1921	1 200 000
Chine	1928	3 000 000
Inde	1942	1 500 000
Bangladesh	1943	1 900 000
Inde	1965	1 500 000
Ethiopie	1973	100 000
Soudan	1982-84	150 000
Ethiopie	1982-84	300 000

Source : EM-DAT Database

encore la restauration de points d'eau, la mise en place d'équipements de récupération des eaux de pluie ou de mécanismes de stockage du grain.

Des politiques efficaces restent cependant improbables en l'absence d'un Etat démocratique. Témoin de la famine au Bengale en 1943 qui avait été extrêmement meurtrière, l'économiste Amartya Sen en est venu à conclure que les famines sont avant tout dues aux inégalités et à l'absence de démocratie. La démocratie : une solution qui n'est pas toujours aisée à mettre en œuvre. ■

MARC CHEVALLIER

1. Voir sur <http://media.oaklandinstitute.org/land-deals-africa>